

Portugal

Convention européenne citoyenne sur l'agriculture et les produits biologiques

“Comment l’Union européenne peut-elle développer une politique agricole respectueuse de l’environnement, tout en assurant la viabilité économique des agriculteurs et en répondant aux attentes sanitaires, écologiques et sociales des citoyens ?”

Le Portugal est aujourd’hui un régime semi présidentiel, et il est en situation de cohabitation politique. Son président de la République est le socialiste António José Seguro, alors que le premier ministre est Luís Montenegro, membre du parti social-démocrate, de centre droit. La problématique de la convention est la suivante : “Comment l’Union européenne peut-elle développer une politique agricole respectueuse de l’environnement, tout en assurant la viabilité économique des agriculteurs et en répondant aux attentes sanitaires, écologiques et sociales des citoyens ?”

Les enjeux de cette problématique sont principalement le fait de mener l'Union Européenne vers une agriculture plus durable, garantir la rentabilité et juste rémunération des agriculteurs, répondre aux attentes des consommateurs et contribuer au développement des zones rurales. Le Portugal est concerné par toutes ces ambitions. Il est particulièrement vulnérable au changement climatique (sécheresses, incendies), ce qui rend la transition écologique un enjeu majeur. Cependant cette transition écologique peut entraîner un coût supplémentaire pour les agriculteurs qui risque de peser sur la rentabilité des producteurs locaux. Le Portugal doit donc veiller à ce que les aides européennes soient accessibles, pour les zones rurales défavorisées et les petits producteurs. De plus, les citoyens portugais, sont de plus en plus sensibles à la qualité sanitaire des aliments, à l'origine locale et aux modes de production respectueux de l'environnement. De ce fait, le Portugal doit s'assurer que les mesures prises par l'Union Européenne soient respectées dans son territoire pour pouvoir répondre aux attentes des consommateurs. En outre, l'agriculture est un pilier de l'économie rurale portugaise, surtout à l'intérieur du pays, qui connaît un très fort vieillissement de la population et n'a pas assez d'infrastructures.

Le Portugal soutient pleinement les objectifs du Pacte Vert européen et de la stratégie « De la ferme à la table » (Farm to Fork), qui visent à rendre les systèmes alimentaires plus durables et à consacrer 25% des terres agricoles de l’Union Européenne à l’agriculture biologique en 2030. Cela montre son engagement pour le développement durable et la lutte contre le changement climatique. Environ 10% des terres agricoles du Portugal sont actuellement consacrées à l’agriculture biologique, contre 6,4% en 2014, ce qui met clairement en avant un processus de transition écologique actif, même si le pays est encore loin des objectifs marqués par le Pacte Vert. De plus, le Portugal a soutenu la réforme de la PAC 2023-2027, notamment les mesures en faveur des jeunes agriculteurs et des zones défavorisées, ce qui montre qu’il soutient activement les petites et moyennes exploitations, qui constituent la majorité des exploitations agricoles portugaises (environ 90%). En outre, lors de la réunion informelle des ministres de l’Agriculture à Lisbonne, le Portugal, soutenu par d’autres pays du sud de l’Europe comme l’Espagne, la Grèce, ou l’Italie a insisté sur l’importance de concilier compétitivité économique et transition écologique, à travers une transition progressive, qui soit flexible dans l’application des normes environnementales et adaptée aux spécificités méditerranéennes pour éviter de pénaliser les agriculteurs les plus vulnérables.

Le Portugal propose la création d’un “fond méditerranéen”, qui soit dédié aux pays du sud de l’UE comme le l’Espagne, l’Italie, la Grèce et le Portugal, pour lutter contre la sécheresse à travers des projets de désalinisation pour l’agriculture côtière, des infrastructures d’irrigation intelligente et des programmes de

recherche sur les cultures résistantes à la sécheresse afin de favoriser la transition biologique de ces pays en difficultés par le changement climatique sans trop pénaliser ses petites et moyennes exploitations agricoles. Le Portugal propose également de financer l'installation de panneaux solaires sur les exploitations agricoles afin de favoriser l'autonomie énergétique des exploitations en profitant de l'ensoleillement exceptionnel du sud de l'Europe, ce qui permettrait d'obtenir l'énergie pour les exploitations de façon non polluante tout en réduisant les coûts de production pour les agriculteurs.

En conclusion, le Portugal souhaite mener la transition vers l'agriculture biologique de façon progressive, avec des mesures qui s'adaptent à ses difficultés spécifiques (la fragilité des petits producteurs, la sécheresse, le vieillissement de sa population rurale), afin de ne pas nuire à son économie et à sa population. Le pays a besoin du soutien de l'Union Européenne afin de financer des projets qui lui permettent de s'adapter aux nouvelles mesures de façon équitable, pour pouvoir avancer vers une agriculture plus optimisée et respectueuse de l'environnement.